

Politique | Le Grand Entretien: Jean-Michel Clément, député de la Vienne, d'En Marche à Place Publique pour bâtir



Député de la 3e circonscription de la Vienne, Jean-Michel Clément est un vieux routier de la politique, ancien maire à député du sud Vienne, issu du monde rural, ex-PS, cet homme de terrain a fait entendre ses divergences avec La République En Marche dès 2017. Il claque la porte fin 2018 pour adhérer au mouvement fondé par Raphaël Glucksmann, Thomas Porcher, Jo Spiegel et Claire Nouvian, « Place Publique », un parti socialiste, comme il se définit lui-même, a un certain franc parler. Dégoûté par les manières de faire du gouvernement et du président de la République, il n'est pas étonné par la « crise » que traverse la France et cette envie de réformer de la part des gilets jaunes. Rencontre et entretien, sans langue de bois.

@qui! : Vous avez rejoint à la fin de l'année 2018 le parti «Place Publique», fondé par Raphaël Glucksmann, Thon Spiegel et Claire Nouvian, alors que vous avez été élu sous l'étiquette La République en Marche. Comment expliquer ce choix ?

Jean-Michel Clément : C'était tout simplement l'aboutissement d'une réflexion politique qui a commencé très tôt après l'élection de Macron. J'ai été accepté, avec le soutien des militants socialistes, de me présenter avec l'acquiescement d'« En marche », l'idée aurait pu être de faire un candidat socialiste de majorité présidentielle. Sauf que le PS n'a pas acté cette démarche. Ceci étant, très vite le premier problème auquel les députés sont venus à débattre, était déjà pour moi problématique. C'était le texte sur la sécurité intérieure et les dispositions de l'état d'urgence devaient être inscrites dans le droit commun. J'y étais farouchement opposé. J'aurais pu voter contre et m'abstenir. Dès le mois juillet 2017, j'étais face à un dilemme. Il y a eu d'autres votes qui m'ont également posé problème comme l'immigration. La commission des lois m'a proposé de faire une évaluation de la loi de 2016 avec Guillaume Larrivé (Les Républicains) où nous remontions notre rapport, le projet de loi était déjà examiné en conseil des ministres. Donc à quoi servent les parlementaires dans ce texte, il y avait la circulaire Collomb dont j'avais demandé le retrait dans mon rapport. J'ai proposé des amendements qui n'ont pas bougé. J'ai voté contre en mon âme et conscience. Ce fut un péché mortel pour « La République en marche ».

@qui! : Donc vous êtes sans parti politique ?

J.-M. Clément : Vous savez quand on dit que le parti socialiste n'existe plus, ce n'est pas forcément vrai. Il y a à la fois la force et le fond. Les idées socialistes existent toujours, la gauche existe toujours. Ce qui manque aujourd'hui c'est un cadre politique qui définit des valeurs, ses idées. Il faut effectivement qu'on reconstruise autre chose. Mais on est à une croisée des chemins compliquée. Je ne veux pas d'être socialiste. Quand je vois le contexte politique, je pense même que je le suis plus aujourd'hui qu'hier.

Place Publique: un terreau pour bâtir

@qui! : Vous rejoignez donc « Place Publique » en décembre dernier.

J.-M. Clément : La décision de rejoindre « Place publique », c'est aussi la volonté de participer à un mouvement d'idées et de construction d'une organisation politique qui doit faire face aux problèmes de ce siècle. Le PS n'a pas été en capacité de construire d'idées et de le faire exister. Les élections passent et les défaites se suivent. Il nous faut construire ce corpus d'idées et je pense que « Place publique » est un excellent terreau pour le bâtir. Dans ce pays, on considère d'abord les personnes avant les idées. Avec « Place publique » l'objectif est de construire un corpus d'idées sur tous les sujets écologie, société, social, économie et démocratie. Ces grands thèmes pour bâtir un projet politique. C'est la base même de la vie en société.

@qui! : D'autant plus que l'on peut dire que la France traverse une crise sociale voire politique avec le rassemblement des gilets jaunes...

J.-M. Clément : Je pense que nous sommes à la fois dans une crise sociale et une crise sociétale. On nous dit : ça vient de loin, que les racines sont profondes. Simplement, il ne faut pas l'exacerber à ce point. Je pense que ce qui choquo aujourd'hui nous le choquaient déjà, ce sont les profondes inégalités de richesse qui s'étalent face aux difficultés du quotidien d'un grand nombre. Les gilets jaunes sont un mouvement de société inévitable. Je pense d'ailleurs qu'il va laisser des traces durables et Emmanuel Macron a sa part de responsabilité. Il a voulu casser les partis politiques, mais il ne cassera pas les idées politiques. Il a négligé les corps intermédiaires. Là où il faut s'interroger, nous partons d'un mouvement populaire pour arriver à une dérive d'un mouvement populiste. C'est là qu'il y a danger. Je ne sais pas trop qui tire les ficelles. J'ai reçu des gilets jaunes, ils nous ont remis des documents (dit-il en montrant son cahier de revendications). Je ne sais pas qui va traiter tout ça et qui doit y répondre.

@qui! : Comment trouvez-vous que le gouvernement gère cette crise ?

J.-M. Clément : On a un grand débat national qui est en route. Quand on va additionner toutes les revendications, quelles réponses apportées ? Est-ce que ça va être des réponses du domaine du symbole ? Pour certaines, je suis sûr que ce sera le cas. Mais que cela va amplifier la décrédibilisation du « politique » puisqu'on va tout assimiler aux politiques. Est-ce que ça va mettre de la distance ? Est-ce ça va apaiser ? Il y a certainement des mesures très symboliques qui pourront calmer le jeu. À un moment, il faut que Macron identifie les mesures qui vont pouvoir en faire oublier d'autres. Je suis inquiet parce quand j'entends les revendications et qu'il dit qu'il n'y touchera pas... c'est incompréhensible. C'est une mesure symbolique. J'ai même écrit qu'il fallait la remplacer sur les droits de succession. Parce qu'aujourd'hui il y a une accumulation de patrimoine dans les mains de quelques-uns qu'il faut résoudre. La question de l'ISF je pense qu'il est hors de question de le supprimer; il faut le conforter. Il a maintenant son histoire, sa réalité. Ses effets dans le temps avec le recul, je ne pense pas que cet impôt ait fait fuir des gens, ni ruisseler l'économie. Objectivement il faut le maintenir sur le foncier, et l'enlever sur le capital, quand on sait que la partie financière est bien plus forte que la partie industrielle, c'est une connerie.

La proportionnelle, par nécessité

@qui! : Les points abordés dans la lettre d'Emmanuel Macron aux Français, qu'en pensez-vous ?

J.-M. Clément : La question du vote blanc, je pense que ça peut se faire. On les comptabilise déjà à part et on n'a plus le droit de voter avec les votes nuls. Au départ, je n'y voyais pas trop l'intérêt et puis je me suis penché sur les résultats. Je pense que ça a un intérêt. Celle de faire comprendre à l'envers la légitimité résiduelle de celui qui est élu. Demain, quand on fera une analyse du vote, je pense que la personne qui est élue ne sera pas légitime, elle aura eu une majorité, mais, en tout cas, il faudra aussi compter tous ceux qui n'ont pas voté où il faudrait aller plus loin, c'est sur les notions incitatives ou obligatoires du vote.

Concernant, la proportionnelle, je crois qu'il la faut aujourd'hui par nécessité. Je pense que s'il y avait eu de la proportionnelle il n'aurait peut-être pas arrivé là, dans les populistes. Je ne pensais pas qu'Emmanuel Macron aurait une majorité absolue. Je pense qu'il faut une majorité à partir d'une coalition. Il faut instaurer une partie de proportionnelle, ce qui paraît aujourd'hui indispensable dans la situation politique et puis de l'aspiration citoyenne. Toutes les représentations doivent avoir lieu.

Après, la réduction du nombre de parlementaires, là encore, c'est une fausse bonne idée. Je ne dis pas ça pour défendre ma place en réunions publiques sur la réforme constitutionnelle au mois de juin et de juillet derniers. J'ai expliqué le projet de réforme. Je peux le dire qu'au terme des trois réunions, il n'y en a aucune où il est ressorti qu'il fallait supprimer des parlementaires. Je pense que c'est une bonne idée pour nos concitoyens. Puis quand je vois tout ce qui circule sur l'argent, tout ceci, tout cela, comme si on tirait des conclusions, gens sont dans des affabulations.

Il y a le Conseil économique et social, effectivement, sur lequel se pose un certain nombre de questions. Parmi des réformes suggérées, la fusion avec le Sénat. J'y suis favorable à condition qu'on change de régime politique. Il faut tout mettre à plat et qu'on change de régime parlementaire, non un régime présidentiel. Il y a une crise du régime politique. On est tombé dans un régime présidentiel. Avec une majorité obéissante et docile qui ne se pose même pas de questions. Qui vote ce qu'on lui dit de voter. Moyennant quoi, il y a un contrôle. Le Sénat exerce un rôle de contrôle aujourd'hui alors que ce n'est pas son rôle à la base.

@qui! : Que souhaiter pour cette année ?

J.-M. Clément : J'en appelle actuellement à un peu de raisonnement. Quand je vois ce qu'il se passe en Angleterre avec le Brexit, nos concitoyens sur les dérives qui pourraient être les leurs, quand ils disent vouloir quitter l'Europe. J'en appelle au sens des responsabilités, notamment vis à vis des élections européennes qui s'approchent. Quant au RIC (le référendum d'initiative citoyenne), il ne faut pas débattre de tout. Je rappelle que le peuple, c'est à la fois la communauté nationale, mais c'est aussi des représentants élus démocratiquement à différents étages, de la commune à l'Assemblée nationale. Je leur dis aussi que le peuple ce n'est pas seulement d'aujourd'hui. Le peuple français, c'est aussi le peuple d'hier. Au nom de quoi on reviendrait, de quel droit, on reviendrait sur ces principes sociales et sociétales essentielles pour la construction du peuple français sur l'image qu'on envoie aussi à nos amis européens, à nos amis dans le monde. Au nom d'une crise, que j'espère passagère, on ne va pas sacrifier 200 ans d'histoire et tout ce que nous sommes de démocratie directe mais pas n'importe quel type de démocratie directe pour ne pas faire n'importe quoi.

@qui! : La crise sociétale que l'on traverse revient souvent dans votre discours.

J.-M. Clément : Mon sentiment est que nous allons tout droit vers un scénario à l'italienne. Je pense que l'horizon n'est pas dégagé, pas ce qu'il ressortira du grand débat national en terme de suggestion législative ou constitutionnelle. S'il n'y a pas d'actes forts, synthétiques, sera difficile d'apaiser les esprits. La réforme constitutionnelle, dont on devrait reprendre les débats après les élections européennes, est suspendue. Si on s'oriente vers un renforcement du régime présidentiel, je pense que l'on va au devant de vrais déboires. La question pourrait se poser c'est : « a-t-on besoin d'une VIe République ? ». Le mouvement « gilets jaunes » interpelle sur la place de la démocratie directe, de la démocratie représentative, est-ce que c'est un pouvoir présidentiel, est-ce que c'est un pouvoir parlementaire, organise-t-on les contre-pouvoirs ? Toutes ces questions ont le mérite d'être posées. Si on laisse les choses en l'état, il n'y a pas de VIe République, mais si on remet tout à plat, ça peut s'appeler VIe République : si on passe à un régime parlementaire par exemple.

Julien

Crédit Photo :
Publié sur aqui.fr le 02/06/2017
[Url de ce](#)